

INTRODUCTION

FABRIC-ACTEURS,  
RECHERCHE, PATRIMOINE :  
UNE RELATION SOUS HAUTE TENSION

CHARLES-ÉDOUARD DE SUREMAIN

*Charles-Édouard de Suremain, anthropologue à l'UMR 208 PaLoc « Patrimoines Locaux & Gouvernance » (IRD-MNHIN), travaille sur la question de la patrimonialisation et de ses liens au développement à partir de terrains latino-américains. Membre du comité directeur de la revue en ligne Anthropology of Food (<http://aof.revues.org/>), il coordonne le projet ANR FoodHerit sur la patrimonialisation de l'alimentation (<http://foodherit.hypotheses.org/>).*

Cet ouvrage collectif se propose de conduire une réflexion critique sur l'implication, la participation et les postures scientifiques du chercheur en sciences sociales travaillant sur les phénomènes de patrimonialisation dans des pays du Sud. Le propos ne consiste pas à interroger directement la construction, la diffusion ou l'appropriation globale de la notion de « patrimoine matériel et immatériel » selon l'Unesco (Bortolotto 2011 ; Berliner & Bortolotto éd. 2013) ; il ne s'agit pas non plus d'explorer la diversité des patrimoines, ce que Davallon (2006) appelle les « objets patrimoniaux ». Il ambitionne en l'occurrence d'analyser la place et le rôle du chercheur qui accompagne le développement du patrimoine, depuis la conception, la mise en scène, jusqu'à la mise en valeur.

À titre opératoire, est entendue ici par patrimonialisation le processus qui conduit des ressources matérielles, symboliques ou

immatérielles à être sauvegardées, partagées et transmises aux générations futures au terme d'un travail de construction complexe. Ce travail mobilise un ensemble de valeurs, de représentations, de discours et de pratiques à connotation identitaire, politique, culturelle et territoriale que partagent divers acteurs institutionnels, individuels ou collectifs (Guillaud *et al.* à paraître). Ainsi que d'autres auteurs l'ont déjà montré (Heinich 2009 ; Berger 2005 ; Labadi & Long éd. 2010), la patrimonialisation est le plus souvent conduite sous l'égide d'une pluralité d'acteurs hétérogènes susceptibles d'entrer en conflit les uns avec les autres : institutions internationales, ministères, groupes de recherche scientifique ou chercheur isolé, sans oublier les acteurs locaux (leaders, villages, quartiers, populations, associations...). Il est bien entendu que ces acteurs sont pleinement partie prenante de l'émergence, de la consolidation ou du rejet des processus patrimoniaux (*Civilisations* 2012 ; Givre 2012 ; Bondaz *et al.* 2012). Si ces processus sont fréquemment associés à des projets de développement et de tourisme, la référence à la notion de patrimoine reste quant à elle plus ou moins explicite et institutionnalisée (Alfieri 2005 ; Arial de Vidas 2007 ; Bortolotto 2014 ; Bondaz *et al.* 2014 ; Zamant 2014).

L'objectif de cet ouvrage est de diriger la focale sur les chercheurs qui opèrent dans un cadre institutionnel, avec des fonds publics ou privés, et dont l'implication, la participation et les postures scientifiques par rapport à la patrimonialisation sont variables. Il s'agit donc d'aller au-delà de la question, déjà fort complexe, de la « politisation » ou de « l'instrumentalisation » du chercheur par rapport au fait patrimonial (Rautenberg 2003 ; Tornatore 2007*a* et *b*). Il s'agit de s'interroger plus avant sur les latitudes théoriques, méthodologiques et éthiques dont il dispose, compte-tenu de son ancrage disciplinaire, de ses « relations de partenariat » (Suremain 2014) et du contexte plus large de l'étude dans laquelle s'inscrit sa recherche<sup>1</sup>.

---

1. L'anthropologie s'intéresse depuis longtemps à ces questions, en particulier lorsqu'il est question de développement. Cf. entre autres Albert (1995), Baré éd. (1995), Atlani-Duault & Vidal (2009), Vidal (2010), Rautenberg (2010), Lavigne-Delville (2011) et Suremain (2013) pour un état de l'art actualisé.

Cet ouvrage se veut didactique et réflexif dans son appréciation critique de la fonction du chercheur dans la patrimonialisation ou dans ce que nous proposons d'appeler les « configurations patrimonialistes »<sup>2</sup>. Même si plusieurs auteurs se sont penchés sur cette problématique (Fabre 1997 ; Cormier-Salem & Roussel 2000 ; Juhé-Beaulaton & Cormier-Salem *et al.* éd. 2013), force est de constater qu'elle n'a jamais été vraiment traitée de manière systématique. À l'évidence, le chercheur n'est plus un simple pourvoyeur de connaissances (un « pointeur de patrimoine » comme l'écrivent Garine & Langlois *et al.* 2005), si tant est qu'il se soit un jour strictement limité à cette fonction. Il ne se borne pas non plus à jouer les intermédiaires au service d'une institution ou d'une population (à l'instar de certains « courtiers du développement » selon l'expression de Biershenk & Olivier de Sardan *et al.* éd. 2000). Il ne constitue pas non plus un maillon parmi d'autres de la « chaîne patrimoniale » (Heinich 2009) ou de la « technologie patrimoniale » (De Jong & Rowlands éd. 2007). Selon les contextes, la position du chercheur échappe à toute classification univoque : il est tantôt associé à la co-construction de projets patrimoniaux, avec ou sans les populations locales, tantôt sollicité pour justifier et valider scientifiquement des initiatives publiques ou locales ; il assume parfois la veille institutionnelle ou assure le suivi de la valorisation de la patrimonialisation. Dans la plupart des cas, il n'y a cependant pas de ruptures franches entre ces différents rôles, mais bien une intrication, voire une certaine complémentarité entre eux. À ce point qu'il pourrait même exister une sorte de continuum constitué de deux pôles dont les extrêmes théoriques seraient l'« instrumentalisation » du chercheur d'un côté et la « participation militante » du chercheur de l'autre. Les contributions de l'ouvrage illustrent la tension permanente entre ces deux pôles, et répondent ainsi à la question centrale de savoir quels sont les ajustements théoriques, méthodologiques et éthiques auxquels procède le chercheur lorsqu'il travaille *sur* ou *pour* la patrimonialisation.

---

2. Pour reprendre l'expression de « configuration développementiste » employée par Olivier de Sardan (1997).

À partir de l'analyse détaillée de plusieurs projets de recherche et d'interventions conduits dans les pays du Sud (en Afrique, Amérique latine et Asie), l'ouvrage ambitionne de capitaliser l'expérience de douze chercheurs pour tenter de répondre à un certain nombre de questions transversales. À sa façon, mais toujours à partir de sa propre expérience de terrain de longue durée, chaque auteur explicite ses interrogations par rapport à son implication et celle de sa discipline, à sa participation et à ses postures scientifiques à l'occasion de sa recherche sur le patrimoine. Certains auteurs ont participé à une valorisation patrimoniale à l'échelle locale, d'autres ont répondu à une demande d'évaluation ponctuelle, d'autres encore ont mené une recherche exploratoire... Dans leur chapitre, les contributeurs apprécient les contours de leur activité scientifique et les limites de leur expertise, en mettant l'accent sur les positions scientifiques et éthiques successives, et parfois contradictoires, qu'ils ont négociées, subies ou sciemment adoptées. Le projet de l'ouvrage n'est pas de construire des *success stories* après-coup dans l'intention de défendre et d'illustrer des initiatives patrimoniales dont le chercheur aurait été le porteur ou le promoteur, mais bien d'apprécier la façon dont il se situe dans des processus de recherche et d'intervention concrets qui émergent de son terrain et auxquels il est associé d'une façon ou d'une autre.

L'hypothèse selon laquelle le chercheur prend part à la patrimonialisation est à l'origine du néologisme « fabric-acteur » que je propose d'employer ici pour désigner la marge de manœuvre dont il dispose quand il contribue, plus ou moins directement et volontairement, à la patrimonialisation. La notion de « fabrication » s'inspire clairement de l'usage qui en est fait dans les travaux historiques de Hosbawm & Ranger éd. (1992) sur l'« invention de la tradition » : il s'agit d'une construction à la fois sociale, culturelle et politique orchestrée par des acteurs institutionnels, collectifs ou individuels à un moment donné qui permet d'inscrire un phénomène dans l'histoire. D'une certaine manière, la fabrication du patrimoine procède d'une série de choix et d'actions, parfois contraints et implicites, parfois bricolés, qui mobilisent à la fois la mémoire, le territoire, les ressources matérielles, immatérielles et

symboliques, la transmission ou encore l'anticipation de l'avenir (Pouillon 1977 ; Lenclud 1987), ce qu'Hartog (2003) appelle les « régimes de temporalité ».

Pour autant, les fabric-acteurs de patrimoine ne forment pas un groupe social homogène aux objectifs clairement précis et fixés à l'avance qui défendrait à tout prix ses propres intérêts, lesquels seraient par ailleurs transparents et convergents. Les fabric-acteurs ne sont pas assimilables à de simples médiateurs convaincus et agissant sciemment pour le compte de puissants opérateurs performatifs des pays du Nord à l'initiative de nombreuses patrimonialisations. Les fabric-acteurs ne sont pas non plus des médiateurs toujours objectifs dont la bienveillante neutralité permettrait de relayer sans heurts les initiatives spontanées de populations locales dont ils défendraient par principe la cause pour des raisons autant idéologiques que militantes. Dans cet ouvrage, les contributeurs s'entendent pour considérer que le chercheur navigue entre diverses instances de décisions et réseaux d'influence dans le monde scientifique : équipes, laboratoires, partenaires, instances d'évaluation auxquels il se rattache, mais aussi bailleurs de fonds qui financent ou commanditent la recherche, et les populations locales dont il est la plupart du temps l'invité et le défenseur. Loin de débarquer sur des rivages pour eux exotiques et affranchis de tout enjeu de pouvoir, les fabric-acteurs s'insèrent dans de multiples arènes de négociations enchevêtrées et situées à différentes échelles (Bortolotto éd. 2011 ; Csergo 2011 ; Tornatore 2012). Alors qu'il engage à la fois sa personne et sa discipline, la position complexe et incertaine du chercheur à l'égard de la patrimonialisation n'est peut-être finalement pas si éloignée de celle de l'anthropologue qui doit sans cesse problématiser sa position sur le terrain à mesure qu'il construit son objet d'étude (Leservoisier éd. 2005).

L'implication, la participation et les postures du chercheur sont variables. Elles ne se posent pas de façon identique selon les époques, les sociétés, les formes de patrimoine (vivant, naturel, immatériel...), le rapport au passé, au futur, à la conservation et, sans nul doute, les disciplines. Au demeurant, les expériences rela-

tées ici renvoient à diverses tensions sur lesquelles l'ouvrage se propose de réfléchir. L'une de ces tensions se rapporte aux relations complexes entre recherche et expertise : quels sont les liens entre la nature de la demande formulée au chercheur et les résultats présentés par celui-ci ? Comment s'opère la restitution des analyses dès lors que survient un conflit d'interprétation entre les acteurs de la patrimonialisation ? Une autre question renvoie aux liens entre le politique et la démarche scientifique : y-a-t-il concurrence, connivence ou collaboration ? Quelles sont les dynamiques politiques induites par le chercheur ? Une autre tension concerne la réinterprétation des résultats de la recherche par les acteurs de la patrimonialisation à des fins politiques, culturelles ou identitaires : jusqu'où le chercheur peut-il aller dans la fonction de « traducteur culturel » qu'on lui assigne habituellement ? Les questions auxquelles renvoient ces tensions recouvrent et dépassent l'analyse en termes de logiques d'acteurs. Elles interrogent les limites de la participation du chercheur à patrimonialisation et, à un niveau conceptuel, permettent de revisiter la notion de co-construction : quelles sont, dans chaque contexte singulier, les postures scientifiques adoptées par le chercheur ? Quels enseignements généraux peut-on tirer sur le lien entre fabric-acteurs, recherche et patrimoine ?

Chaque contribution met l'accent sur l'histoire de la patrimonialisation dans la recherche ou l'intervention à laquelle les auteurs ont participé personnellement. Tant et si bien que la question de la professionnalisation des recherches sur le patrimoine se pose pour chaque cas. De même, les contributeurs réfléchissent de manière critique aux méthodes et aux approches qu'ils ont mobilisées. Ils s'attachent également à analyser la nature des demandes qui leur ont été adressées par d'éventuels bailleurs ou des populations locales : ils expliquent quelles sont les raisons de leur intérêt pour ces demandes, et également les limites de leurs réponses. Certains auteurs abordent directement les controverses éthiques et politiques posées par la patrimonialisation et qu'ils n'avaient pas nécessairement anticipées. L'analyse de ces configurations patrimonialistes offrent ainsi des clés conceptuelles, théoriques et

méthodologiques plus générales pour mieux comprendre les pratiques et les enjeux de la recherche sur la patrimonialisation. Les contributions invitent finalement à réfléchir plus largement sur la façon dont les recherches sont pensées, mises en œuvre et valorisées par les chercheurs avec la participation plus ou moins reconnue, affirmée et revendiquée des autres acteurs parmi lesquels figurent les populations locales.

### LES CHERCHEURS À L'ÉPREUVE DU PATRIMOINE : PRÉSENTATION DES CONTRIBUTIONS

L'ouvrage s'ouvre avec la contribution du sociologue Raúl Matta sur les dimensions politiques de la patrimonialisation alimentaire au Pérou. À partir de l'étude de deux projets de patrimonialisation, l'auteur s'interroge sur les conditions locales d'émergence du concept de « patrimoine alimentaire » dans ses liens avec les différents acteurs, notamment les chercheurs, qui contribuent à l'utiliser, à le diffuser et parfois à l'instrumentaliser à des fins de reconnaissance politique, scientifique ou identitaire. Raúl Matta analyse la place variable et inconfortable du chercheur, notamment ses relations antagoniques avec les porteurs de projets (ministères, Unesco, commanditaires privés, communautés indiennes, ONG...).

Le deuxième texte, proposé par la sociologue Julie Liard, introduit un changement de focal. À l'échelle du XX<sup>e</sup> siècle, il examine la façon dont les travaux archéologiques et ethnologiques ont contribué à façonner une image exotique et esthétisante de l'altérité des Indiens mayas lacandon et des ruines de Bonampak dont ils vivent partiellement. Dans cette configuration, le chercheur, qui encadre épisodiquement la formation des guides, se heurte à des séries de certitudes que les différents acteurs de la patrimonialisation (Indiens eux-mêmes, administrateurs du site, guides, tours opérateurs, visiteurs...) n'ont nul intérêt à remettre en cause ou à nuancer.

Le troisième texte, co-écrit par l'anthropologue Mathieu Selpeteur et l'archéologue Geoffroy de Saulieu, offre un contre-

point à l'idée selon laquelle le chercheur disposerait de latitudes importantes pour influencer le cours du patrimoine. Les auteurs soulignent « la force des logiques qui sous-tendent localement tout processus de patrimonialisation », à savoir l'organisation sociale, les systèmes de pensée, les régimes de temporalité, le rapport à la nature et aux non-humains ou encore les rapports de pouvoir qui sont à l'œuvre dans les sociétés. La patrimonialisation est travaillée et « filtrée » par les forces du local, ce qui contribue à minimiser le poids du chercheur sur sa reconnaissance.

Le quatrième texte, écrit par l'archéologue Jean-Christophe Galipaud, souligne la situation politique historiquement changeante de l'archéologie à Vanuatu et en Nouvelle-Calédonie. Plus ou moins volontairement, le chercheur se transforme en détenteur de « l'histoire authentique » avec son lot de manipulations par les acteurs locaux. Longévité historique, antécédence, authenticité sont autant de notions récupérées par les acteurs à des fins de fabrication de l'histoire au profit de politiques locales. Inévitable, cette configuration demande au chercheur une réflexivité critique permanente pour produire des connaissances susceptibles d'engager la réflexion sur l'émergence de « nouvelles identités nationales non polémiques ».

La cinquième contribution, co-écrite par l'anthropologue Romain Simenel, l'archéologue Gwenola Graff et le géographe Mohammed Aderghal, interroge les façons dont l'Égypte et le Maroc ont investi la recherche en sciences sociales après la décolonisation. Les auteurs s'appuient sur l'évolution du statut de la concession, du terroir et de la tribu en tant qu'unités d'observation minimale des scientifiques. Ils montrent que le redécoupage et la recomposition de ces unités au gré des politiques renvoie à la volonté des États de contrôler recherche et chercheurs, et aussi d'entretenir l'incertitude quant aux frontières avec l'expertise. Les auteurs exhortent à une pratique réflexive de la recherche, consciente du contexte politique plus large dans lequel elle s'inscrit.

Le sixième texte, proposé par l'archéologue Alain Marliac, prolonge ces réflexions en proposant de partir d'une nouvelle définition du patrimoine qui permettrait de clairement circonscrire

le champ d'action de la recherche. Trop souvent pris entre la défense et l'illustration de savoirs locaux et autres visions du monde singulières, d'une part, et les savoirs scientifiques positifs, de l'autre, le chercheur se doit de trouver le bon « niveau de coopération » entre les différents acteurs concernés. L'auteur étaye sa proposition à partir de l'étude de chantiers archéologiques au Cameroun.

La septième contribution, écrite par l'ethnomusicologue Nolwenn Blanchard, vient nuancer les trois précédentes en revenant sur la mise en patrimoine d'un fonds d'archives orales au Gabon initié dans les années 1960. Ce processus fait actuellement l'objet d'une analyse en terme de « patrimoine culturel immatériel » selon les critères définis par l'Unesco. L'auteur montre ainsi l'évolution des approches institutionnelles du patrimoine et des rapports du chercheur à son objet de recherche, en soulignant l'importance particulière des supports numériques qui contribuent à cette évolution.

Le huitième et dernier texte, co-rédigé par la géographe Marie-Christine Cormier-Salem et la socio-anthropologue Julie Riegel, livre une analyse de la position du chercheur dans le contexte des projets de conservation liés à la biodiversité. À l'évolution constante des normes internationales, s'ajoutent les nombreuses réglementations nationales qui s'inscrivent dans des contextes locaux de lutte pour les ressources et le pouvoir. Si, comme le préconisent les auteurs, la place du chercheur dans cette configuration est souvent ambiguë et mouvante, il s'agit pour lui de rester constructif par rapport à ses interlocuteurs, réflexif par rapport à sa pratique et critique quant aux enjeux éthiques de son implication dans la recherche.

L'ouvrage a pris naissance dans la foulée des discussions qui animent le séminaire scientifique de l'UMR 208 PaLoc (IRD-MNHN) « Fabric-Acteurs de patrimoine. Implication et participation des chercheurs dans les processus de patrimonialisation au Sud », coordonné par Marie-Christine Cormier-Salem, Yves Girault, Dominique Guillaud, Dominique Juhé-Beaulaton et

Charles-Édouard de Suremain. Les éditeurs remercient tout particulièrement Dominique Guillaud (directrice de l'UMR 208) de son soutien pour que le projet d'ouvrage devienne réalité. Ils remercient également les lecteurs anonymes qui ont procédé à l'évaluation attentive et commentée de chaque texte.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALBERT B. 1995. « Anthropologie appliquée ou 'anthropologie impliquée' ? Ethnographie, minorités et développement » (87-118), in Baré (éd.), *Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France*. Paris : Karthala.
- ALFIERI C. 2005. « Vivre et penser la nature chez les Boco-Vore (Burkina Faso). Une forme implicite de patrimonialisation ? » (335-360), in Cormier-Salem M.-Ch., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J.-B. & Roussel B. (éd.), *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*. Paris : IRD.
- ARIEL DE VIDAS A. 2007. « La (re?)patrimonialización de ritos indígenas en un pueblo nahua de la Huasteca Veracruzana. Situando un constructivismo esencialista indígena » (315-338), in Hoffmann O. & Rodríguez M.T. (éd.), *Los retos de la diferencia. Los actores de la multiculturalidad entre México y Colombia*. México : CEMCA-CIESAS-ICANH-IRD.
- ATLANI-DUAULT L. & VIDAL L. 2009. *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*. Paris : Armand Colin.
- BARE J.-F. éd. 1995. *Les applications de l'anthropologie. Un essai de réflexion collective depuis la France*. Paris : Karthala.
- BERGER L. 2005. « L'expert, l'entrepreneur et le roi. Chronique d'une négociation conflictuelle autour de l'implantation d'un site industriel sur des terres ancestrales sacrées » (135-174), in Cormier-Salem M.-Ch., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J.-B. & Roussel B. (éd.), *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*. Paris : IRD.
- BERLINER C. & BORTOLOTTI C. (éd.) 2013. « Le monde selon l'Unesco », *Gradbiva* 18, numéro spécial.
- BONDAZ J., GRAEZER BIDEAU F., ISNART C., LEBLON A. (éd.) 2014. *Les vocabulaires "locaux" du patrimoine. Traductions, négociations et transformations*. Fribourg : Études d'anthropologie sociale de l'université de Fribourg.
- BORTOLOTTI C. 2011. *Le patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- BORTOLOTTI C. 2014. « Le transfert d'un standard international. Le patrimoine culturel immatériel vu par la France », in Bondaz J., Graezer Bideau F., Isnart C. & Leblon A. éd. (107-122), *Les vocabulaires "locaux" du patrimoine. Traductions, négociations et transformations*. Fribourg : Études d'anthropologie sociale de l'université de Fribourg.
- BOURDIN A. 1984. *Le patrimoine réinventé*. Paris : Presses Universitaires de France.
- BONDAZ J., ISNART C. & LEBLON A. (éd.) 2012. « Au-delà du consensus patrimonial. Résistances et usages contestataires du patrimoine », *Civilisations* 61(1), numéro spécial.
- CORMIER-SALEM M.-CH. & ROUSSEL B. 2000. « Patrimoines naturels : la surenchère », *La Recherche* 333 : 106-110.
- BIERSCHENK T., CHAUVEAU J.-P. & OLIVIER DE SARDAN J.-P. 2000. *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris : Apad-Karthala.
- CSERGO J. 2011. « Le "repas gastronomique des français" à l'Unesco : éléments d'une inscription au patrimoine culturel immatériel de l'humanité » [www.lemangeur-ocha.com].
- DAVALLON J. 2006. *Le Don du patrimoine. Une approche communicationnelle de la patrimonialisation*. Paris : Hermès & Lavoisier.

DE JONG F. & ROWLANDS M. éd. 2007. *Reclaiming Heritage. Alternative Imaginaries of Memory in West Africa*. Walnut Creek : University College London.

FABRE D. 1997, « Le patrimoine, l'ethnologie », in Nora P. (éd.), *Science et conscience du patrimoine. Actes des Entretiens du Patrimoine* (59-72). Paris : Fayard-Éditions du Patrimoine.

GARINE É., LANGLOIS O. & RAIMOND C. 2005. « Le territoire est-il bien un patrimoine ? Étude comparative de deux sociétés de la Haute Bénoué (Dii et Duupa, Nord-Cameroun) » (177-235), in Cormier-Salem M.-Ch., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J.-B. & Roussel B. (éd.), *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et stratégies locales*. Paris : IRD.

GIVRE O. 2012. « Savoirs et pouvoirs, stratégies et tactiques dans 'l'arène patrimoniale' du nestinarstovo », in Bondaz J., Isnart C. & Leblon A. (éd.), « Au-delà du consensus patrimonial. Résistances et usages contestataires du patrimoine », *Civilisations* 61(1) : 103-120.

GUILLAUD D., JUHE-BEAULATON D., GIRAULT Y. & CORMIER-SALEM M.-C. (éd.) À paraître. *Ambivalences patrimoniales : mises en scène et jeux d'acteur*. Montpellier : IRD-Latitudes 23.

HARTOG F. 2003. *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*. Paris : Seuil.

HEINICH N. 2009. *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*. Paris : MSH.

HOBSBAWM E. & RANGER T. (éd.) 1992. *The invention of tradition*. Cambridge : Cambridge University Press.

JEUDY H.-P. (éd.) 1990. *Patrimoine en folie*. Paris : EHESS.

JUHE-BEAULATON D., CORMIER-SALEM M.-CH., DE ROBERT P. & ROUSSEL B. (éd.) 2013. *Effervescence patrimoniale au Sud. Entre nature et société*. Paris : IRD.

LABADI S. & LONG C. (éd.). *Heritage & Globalisation*. London and New York: Routledge.

LAVIGNE-DELVILLE Ph. 2011. *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*. Mémoire d'HDR. Université de Lyon II.

LENCLUD G. 1987. « La tradition n'est plus ce qu'elle était... Sur les notions de tradition et de société traditionnelle en ethnologie », *Terrain* 9 : 110-123.

LESERVOISIER O. (éd.) 2005. *Terrain ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*. Paris : Karthala.

OLIVIER DE SARDAN J.-P. 1997. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : APAD-Karthala.

POUILLON J. 1977. « Plus ça change, plus c'est la même chose », *Nouvelle Revue de Psychanalyse* 15 : 203-211.

RAUTENBERG M. 2000. « Ethnologie appliquée, ethnologie impliquée ? Une question pour la recherche anthropologique » (179-190), in Fritsch P. (éd.), *Implication et engagement. Hommage à Philippe Lucas*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.

RAUTENBERG M. 2003, *La rupture patrimoniale*. Grenoble : Éditions à la croisée.

SUREMAIN CH.-É. (DE) 2011. *L'implication constructive. Anthropologie, recherche, développement*. Mémoire d'HDR. Université de Paris Ouest Nanterre La Défense.

SUREMAIN CH.-É. (DE) 2014. « De la "situation de partenariat" à la "relation de partenariat". Quelle place pour l'anthropologie ? », in Vidal L. (éd.) *Expériences du partenariat au Sud. Le regard des sciences sociales* (241-253). Marseille : Éditions de l'IRD.

TORNATORE J.-L. 2007a, « Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale. De quelques manières de s'accommoder au passé », in Meyer V. & Walter J. (éd.), *Formes de l'engagement et espace public*. Nancy : Presses Universitaires de Nancy [http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00122998].

TORNATORE J.-L. 2007b, « Qu'est-ce qu'un ethnologue politisé ? Expertise et engagement en socio-anthropologie de l'activité patrimoniale », *ethnographiques.org*, 12 [http://www.ethnographiques.org/2007/ Tornatore].

TORNATORE J.-L. 2012. « Retour d'anthropologie : "le repas gastronomique des Français". Éléments d'ethnographie d'une distinction patrimoniale », *ethnographiques.org*, 24 [http://www.ethnographiques.org/2012/ Tornatore].

VIDAL L. 2010. *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*. Paris : La Découverte.

ZAMANT V. 2014. « Subtiles divergences. Le patrimoine carioca entre "paysagem cultural" et "paysage culturel" », in Bondaz J., Graezer Bideau F, Isnart C., Leblon A. éd. (87-106), *Les vocabulaires "locaux" du patrimoine. Traductions, négociations et transformations*. Fribourg : Études d'anthropologie sociale de l'université de Fribourg.

Suremain Charles-Edouard de (2015)

Fabric-acteurs, recherche, patrimoine : une relation sous haute tension : introduction

In : Suremain Charles-Edouard de (ed.), Galipaud Jean-Christophe (ed.). *Fabric-acteurs de patrimoine : implication, participation et postures du chercheur dans la patrimonialisation*

Igé (FRA) ; Marseille : L'Etrave ; IRD, p. 5-17

ISBN 978-2-359-92031-4